COMPTES-RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

Foulon (Charles-Louis), ***André Malraux, ministre de l'irrationnel***, Gallimard, Paris, 2010, 507 pages.

Pour certains, André Malraux fut un flamboyant ministre des Affaires culturelles. D'autres partagèrent l'opinion d'Yvonne de Gaulle : « C'est un homme de génie, mais c'est un excité (…). Il est fait pour ses livres, il ne devrait pas s'occuper de politique ». Charles-Louis Foulon essaie de dégager une vision équilibrée et objective de l'action conduite par l'auteur de *la Condition humaine*.

Le livre offre d'abord un portrait de Malraux qui partageait avec le général de Gaulle la recherche de la grandeur et d'une morale de l'action. Il le montre ancré dans le gaullisme de gauche, orateur exceptionnel, auteur de formules d'autant plus marquantes qu'elles sont parfois obscures. En 1958, Malraux, jugé incontrôlable un ministère de l'Information, est placé aux Affaires culturelles et définit aussitôt son programme : « Accomplir le rêve de la France ; rendre la vie à son génie passé, donner la vie à son génie présent et accueillir le génie du monde ».

Les obstacles se révèlent nombreux : faiblesse constante du budget, méfiance, voire hostilité des technocrates, soutien parcimonieux du Premier ministre, médiocrité fréquente des proches du ministre, chez ce dernier manque d'expérience politico-administrative, libéralisme jugé excessif et dépression profonde après la mort tragique de ses deux fils. Des maladresses et des échecs ponctuent l'action de Malraux, par exemple la révocation illégale de l'administrateur de la Comédie française, le conflit avec Pierre Boulez et Maurice Béjart qui quittent la France, le renvoi d'Henri Langlois qui dirigeait la Cinémathèque française. En revanche, Malraux, indéfectiblement soutenu par de Gaulle, incarne son grand rêve d'édification de Maisons de la culture, même s'il n'en ouvre que dix, alors qu'il en souhaitait dix fois plus. Il lance une ambitieuse politique du patrimoine par les lois-programmes de 1962-1966 et 1968-1970. Il défend certaines œuvres audacieuses contre la censure officielle. Il fait rayonner la culture française à travers ses voyages, ses rencontres avec les grands comme Mao, l'organisation d'expositions prestigieuses, le prêt de la *Vénus de Milo* au Japon et de *la Joconde* aux Etats-Unis, les grandes oraisons funèbres qu'il prononce lors des funérailles de Braque, Le Corbusier, lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon. Il témoigne de son obsession de la mort dans ses travaux consacrés à l'art et dans ses derniers grands livres comme *les Antimémoires*.

C.A. Foulon, qui a utilisé des archives inédites et de nombreux témoignages originaux, offre un livre riche et très documenté, mais parfois répétitif. Les grandes phases de l'action culturelle sont bien montrées. On retiendra surtout le portait très fin et pénétrant de Malraux, partagé entre ses rêves et les contraintes du réel, voulant échapper au destin humain par l'imaginaire et l'art. Ce dernier constitue pour lui non une évasion distractive, mais un moyen d'élévation si on parvient à en comprendre et à en aimer les cheminements.

Ralph Schor

Poujade (Robert), ***Avec de Gaulle et Pompidou. Mémoires,*** L'Archipel, Paris, 2011, 302 pages.

Robert Poujade, normalien, agrégé de lettres classiques, secrétaire général de l'UDR de 1968 à 1971, ministre de l'Environnement de 1971 à 1974, maire de Dijon de 1971 à 2001, publie ses mémoires politiques.

Le livre sacrifie aux lois du genre et retrace les grandes étapes de la carrière de l'auteur, depuis son engagement au RPF gaulliste à 20 ans, jusqu'à son retrait de la vie nationale en 1974. Mais il retient l'attention plus que d'autres volumes de souvenirs par

diverses qualités. L'auteur sait prendre du recul et propose de fines réflexions sur Mai 68, la Nouvelle société proposée par Chaban-Delmas, l'échec de ce dernier à la présidentielle de 1974. On remarque surtout l'analyse du gaullisme présentée par un fidèle sans faille mais non dépourvu d'esprit critique. A propos de l'UDR, il rappelle que « le général avait une sorte d'affection distanciée et une considération en fait limitée pour le mouvement » (p. 82).

Le livre vaut aussi par sa qualité d'écriture et les intéressants portraits qu'il contient. De Gaulle, « l'homme de la grandeur de la France » et Pompidou, « l'homme du bonheur des Français » (p. 14) occupent à juste titre la première place dans le panthéon de Robert Poujade, mais bien d'autres acteurs politiques sont observés avec pénétration et parfois malice : « Chaban, plus pragmatique qu'idéologue, plus intelligent qu'intellectuel » (p. 181), Edgar Faure « animal politique très doué, de fidélité aléatoire (se caractérisant par) plus de rouerie que de perfidie, plus de capacités d'escapade que de virtualités ce trahison » (p. 160), Malraux auquel Robert Poujade consacra son mémoire d'études supérieures, Alain Peyrefitte, Michel Debré, Pierre Messmer, l'original chanoine Kir, maire de Dijon. L'auteur dessine aussi, indirectement, son propre portrait : un normalien resté très marqué par son passage rue d'Ulm, un homme exigeant, honnête, lucide observateur, ambitieux mais pas à n'importe quel prix, un militant restituant avec bonheur l'état d'esprit, les engagements, les réussites et les échecs d'une génération de gaullistes dont il est un des derniers représentants.

Ralph Schor

Winock (Michel), ***L'Effet de génération. Une brève histoire des intellectuels français,*** Editions Thierry Marchaisse, Paris, 2011, 133 pages.

Michel Winock propose une réflexion sues les notions d' « intellectuel », dont il est un éminent spécialiste, et de « génération ». Il rappelle d'abord que l'intellectuel est celui qui utilise sa compétence reconnue dans un domaine cognitif ou créatif pour intervenir publiquement sur les questions fondant sa réputation. Quant à une génération intellectuelle, elle n'est pas seulement déterminée par un grand événement ou une date de naissance ; elle dépend aussi d'un sentiment collectif inspiré par une préoccupation dominante, laquelle suscite généralement des réactions divergentes.

L'auteur analyse ensuite les huit générations qu'il distingue depuis la fin du XIX° siècle : celles de l'Affaire Dreyfus où il observe particulièrement le cas de Péguy, d'Agadir qui réveilla le nationalisme, de 14-18 qui bouleversa la société et la culture, de la crise qui engendra l'esprit des années trente, de la Résistance, de la Guerre froide, de la guerre d'Algérie avec le rôle moteur de l'UNEF, de 1968 avec son utopie révolutionnaire, celle de Mitterrand dont la cohésion est moins assurée.

Michel Winock se penche ensuite sur quelques thèmes particuliers. Il évoque d'abord l'intellectuel engagé qui, contrairement à certains de ses confrères enfermés dans leur tour d'ivoire, repousse le concept d'art pour l'art, rapproche littérature et politique, assume sa responsabilité sociale. Le cas Brasillach pose précisément la question de la responsabilité des intellectuels : peut-on fusiller un homme pour ses idées ? Certains l'affirment, mais Paulhan admet le droit à l'erreur et Mauriac laisse entendre que les écrivains méritent plus de clémence que les autres. L'influence du Parti communiste sur les intellectuels permet à l'auteur de rendre hommage à Raymond Aron, esprit modéré et personnalité forte, qui fustigea la cécité des hommes de gauche face aux réalités de l'URSS. Michel Winock reconnaît cependant l'énergie et la séduction de Sartre, mais, face à la lucidité politique d'Aron, il se dit « affligé » par les « bévues » du second.

Aujourd'hui semble se dégager une nouvelle typologie dans le monde des intellectuels : le « professionnel » produit une œuvre écrite secondaire et, grâce à son talent

d'exposition, brille surtout dans les médias ; le « spécifique », fuyant les idées générales, se cantonne à son domaine de spécialité ; l' « anonyme » prolifère, répond à toutes les sollicitations et intervient sans se distinguer de la masse. In fine, Michel Winock observe le repli et le pessimisme des intellectuels d'aujourd'hui découragés par l'effondrement du marxisme, les effets pervers du progrès et la mondialisation uniformisatrice. Peut-être quelques uns cherchent-ils, dans le secret de leur cabinet, à discerner la direction vers laquelle nous nous dirigeons dans l'obscurité.

L'ouvrage de Michel Winock est léger par le nombre de ses pages mais lourd par son érudition et l'importance des questions qu'il pose. Il montre le rôle essentiel de l'intellectuel dans la cité, mais, pour illustrer cette réalité, il trouve plus d'exemples dans le passé que dans le monde actuel.

Ralph Schor

Winock (Michel), ***Parlez-moi de la France. Histoire, idées, passions,*** Perrin, Paris, 2010, 351 pages.

Voici la réédition, actualisée, d'un livre que Michel Winock avait publié en 1995 pour répondre aux questions d'étudiants étrangers, curieux de comprendre l'essence de ce vieux pays. L'auteur explique que la France est l'aboutissement d'une construction politique, voulue par les hommes et d'abord les rois. Les fameuses frontières naturelles sont le fruit de la géopolitique. Les habitants de l'hexagone, tout en éprouvant le sentiment d'appartenance à une même communauté, se distinguent par leur diversité et leurs antagonismes : « Les Français ne s'aiment pas entre eux, mais ils aiment la France (p. 26).

Michel Winock présente de nombreux exemples de singularité dans les domaines de la religion, des usages administratifs, des ambitions révolutionnaires et messianiques, de la laïcité, de la passion égalitaire et des hiérarchies, des choix idéologiques (il note qu'à Air France sont représentés 14 syndicats), du goût de la propriété, de la xénophobie et de l'antisémitisme, du pouvoir des intellectuels, de la démographie, du sentiment de décadence… Il s'arrête particulièrement sur les grandes forces politiques et essaie d'en appréhender la nature profonde : l'ancienne « religion » communiste, avec sa fraternité et sa poésie, le Parti socialiste qui, dans les années 1970, voulait encore « rompre avec le capitalisme », les diverses droites, le centre « partout et nulle part » (p. 168).

Michel Winock, on l'a compris, cherche à cerner l'identité de la France. Sur ce même sujet, Fernand Braudel prenait le pinceau de Rigaud brossant le portrait de Louis XIV en majesté. Ici l'auteur procède plutôt comme Monet, par petites touches suggestives. Le tableau n'en est pas moins fidèle et se révèle souvent pénétrant par d'heureuses formules : « le bonapartisme est l'alliance du coup d'Etat et du plébiscite » (p. 104) ; « De Gaulle, dernier totem » (p. 144) ; « le centre n'existe pas mais on gouverne au centre » (p. 171). Le titre du livre, Parlez-moi de la France » fait penser à la chanson qu'interprétait jadis Lucienne Boyer, « Parlez-moi d'amour ». On sent bien que Michel Winock aime son « cher vieux pays », mais c'est avec une lucidité parfois cruelle. Servi par sa vaste culture historique, éclairé par ses réflexions et ses expériences personnelles qui donnent parfois à l'ouvrage une allure d'égo-histoire, il ne cache ni les grandeurs ni les faiblesses de son modèle. Il en résulte un livre savant et léger, théorique et vivant, intellectuel et affectif. C'est dire l'agrément de la lecture.

Ralph Schor

Wieviorka (Annette), ***Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez***, Fayard, Paris, 2010, 687 pages.

Annette Wiéviorka, profitant de l'ouverture des archives Thorez a pris l'heureuse initiative de rédiger la double biographie de Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch qui régnèrent sur la Parti communiste des années 1930 à la mort de Thorez en 1964.

Tous deux étaient ces enfants du Nord, région à laquelle ils restèrent attachés, lui issu du milieu minier, elle tisserande. Donc d'authentiques enfants du peuple, devenus rapidement révolutionnaires professionnels, ce qui valut à Thorez d'aller en prison. Très symboliquement, c'est à Moscou qu'ils se rencontrèrent. Même si Maurice était déjà marié, ils formèrent un couple quasi fusionnel à partir de 1934. Le livre montre bien les étapes de l'ascension de Maurice, jeune et brillant militant local devenu chef du parti, son rôle dans le Front populaire, sa désertion de 1939, son séjour en URSS où il fut mis sur la touche, son action comme ministre après la Libération, le chantre de la production, le malade soigné en URSS, le fidèle refusant la déstalinisation.

Malgré la richesse du livre, on relève des lacunes : la campagne de septembre 1937 où, à la surprise générale, Thorez reprit à son compte le vieux slogan xénophobe « La France aux Français » devant 25 000 militants rassemblés au Vel d'Hiv ; la mort mystérieuse en 1940 de Fried, œil de Moscou, alter ego de Thorez et compagnon de la première épouse de celui-ci ; les conditions du retour de Thorez en France en 1944, vues du point de vue du général de Gaulle ; le discours thorézien qu'on ne peut plus étudier sans recourir à la thèse historico-logométrique de Damon Mayaffre (*Le Poids des mots*, H. Champion, 2000). Ces regrets ne doivent pas cacher l'ampleur du travail accompli par l'auteur qui a dépouillé des fonds inédits et considérables. Il en résulte un portait très sensible et fin du couple Thorez, véritables prolétaires menant avec leurs enfants une vie de hauts privilégiés. Les incontestables qualités de Thorez sont bien montrées : le brillant orateur, l'organisateur, l'autodidacte passionné, dévoreur de livres et décidant d'apprendre le latin à la fin de sa vie. Des chapitres très neufs sont consacrés à l'hostilité du couple à l'égard de la contraception et à ses rapports avec les artistes. Le cœur de l'ouvrage réside dans l'évocation de la mentalité stalinienne et à toutes les conséquences engendrées par cette vision du monde, œillères, dogmatisme, hostilité aux révélations du XX° congrès du parti soviétique, idéalisation de l'URSS, purges régulières sur le modèle des procès ce Moscou… Les Thorez sont peints comme un couple très humain dans un univers inhumain à force de manichéisme.

Ralph Schor

Sirinelli (Jean-François), Cauchy (Pascal), Gauvard (Claude) (dir), ***Les Historiens français à l'œuvre, 1995-2010,*** PUF, 2010, 330 pages ;

Le Comité français des sciences historiques a souhaité que fût dressé un bilan de la recherche, quinze ans après la parution de la dernière synthèse effectuée en ce domaine.

L'examen des quatre grandes périodes montre que de nouveaux questionnements ont été adressés aux grandes disciplines, épigraphie, archéologie, histoire socioculturelle, relations internationales… Aussi de nombreux débats nouveaux ont-ils été ouverts ou renouvelés comme la révolution de l'an mil, la violence médiévale, l'histoire du communisme, la culture de guerre, la brutalisation, les fins de conflit…

Les auteurs procèdent à un classement thématique de l'historiographie. Ils soulignent d'abord le dynamisme de l'archéologie, stimulée par la prééminence des travaux portant sur la préhistoire et l'usage de nouvelles techniques qui ont permis, par exemple, de répondre à des

questions anciennes telles que l'aménagement intérieur de la *tholos* de Delphes. L'histoire religieuse revoit ses problématiques en tenant compte de ce que « la modernité sécularisante n'efface pas le sacré mais le fait apparaître » (Danielle Hervieu-Léger) ; l'anthropologie religieuse remplace la vieille histoire ecclésiastique. L'histoire politique a été rajeunie en s'interrogeant, pour les périodes anciennes, sur le pouvoir, les élites, les singularités régionales. René Rémond a fortement contribué à restaurer l'histoire politique contemporaine en réhabilitant la biographie, en développant l'histoire culturelle du politique, en répondant aux questions mémorielles. L'histoire des femmes s'est ouverte à de nouvelles perspectives comme la sexualité, l'histoire du corps, de la beauté, du vêtement. L'histoire culturelle s'adresse à la plupart des types de recherche et jouit d'une forte renommée. De nombreux travaux ont redonné du lustre aux relations internationales qui étudient la représentation, l'information, la négociation, les langues diplomatiques, les instruments cartographiques, les rapports politico-stratégiques, les idéologies… L'histoire des mondialisations, fille de l'histoire universelle longtemps chère aux Français, se fortifie et se tourne vers l'histoire des techniques, de l'esclavage dans l'antiquité, de la colonisation. L'ouvrage ne présente que de rares conclusions en demi-teinte : la pauvreté des publications de sources, l'affaiblissement de l'histoire économique…

Dans son introduction, Jean-François Sirinelli demande s'il existe une école historique française. Le livre permet de répondre positivement : il existe un milieu professionnel pluriel par ses centres d'intérêt, mais homogène par sa formation, ses comportements en matière de recherche et de gestion, sa déontologie. Même si l'ouvrage reste discret, par sa nature même, à l'égard des apports dus aux historiens étrangers, la recherche française s'internationalise et, tout en gardant ses singularités, prend une dimension nouvelle.

Ralph Schor

Poirrier (Philippe), ***Introduction à l'historiographie,*** Belin, Paris, 2009, 192 pages.

Philippe Poirrier, spécialiste d'histoire culturelle, publie une très utile *Introduction à l'historiographie*. Dans une première partie, il montre l'émergence de la discipline qui, au moyen-âge, se dégage lentement de l'emprise du religieux dont elle était une auxiliaire. A la Renaissance, l'érudition progresse, même si l'histoire reste généralement au service du prince. Le succès s'affirme au XVIII° siècle. La Révolution marque une grande étape avec l'organisation des archives. La dimension scientifique et l'institutionnalisation s'affirment au XIX° siècle. Le rôle de Michelet et de Guizot est bien mis en lumière, de même que, à la fin du siècle, l'influence du positiviste Langlois et de Lavisse, « instituteur national ». L'Ecole des Annales conteste la domination du politique et de l'événementiel. La fin du XX° siècle voit l'éclatement de la discipline.

L'auteur souligne le règne de l'histoire sociale dans les années 1950 et 1960, puis le reflux de celle-ci avec le déclin de la pensée marxiste. Cependant des recompositions s'opèrent grâce à la démographie historique, la sociohistoire, l'histoire culturelle fille de l'histoire des mentalités. L'histoire politique est réhabilitée par René Rémond qui observe que le politique « est sans rivages et communique avec la plupart des autres domaines ». L'histoire du temps présent s'organise tardivement, donne toute leur place aux sources orales et confère souvent à l'histoire un rôle d'expertise, notamment lors des grands procès.

La seconde partie, intitulée « enjeux », est structurée en fonction de dossiers thématiques : les médias, édition, revues, radio, télévision ; relations entre l'histoire et les sciences sociales dont la sociologie ; statut de l'histoire locale ; affirmation de l'histoire des femmes ; réception de l'historiographie étrangère comme les *Cultural Studies* et la micro-histoire ; territoires de recherche tels que Mai 68 ou le cinéma.

Philippe Poirrier répond à toutes les exigences que le lecteur attend d'un bon manuel : sûreté de l'information, clarté de l'exposé, vastes perspectives et précision de certains points comme l'évocation de quelques thèses pionnières, le débat entre historiens français et Zeev Sternhell qui considère la France comme la patrie du fascisme. Une réussite.

Ralph Schor

Duclert (Vincent), ***La République imaginée, 1870-1914,*** Belin, 2010, 861 pages.

Dans la collection d'Histoire de France dirigée par Joël Cornette et comportant déjà de beaux ouvrages paraît un nouveau et imposant volume, dû à Vincent Duclert. Celui-ci veut montrer que la République fut imaginée par les Français au moment même où elle prenait corps et faisait naître des comportements inédits. La politique occupe donc une place majeure dans l'étude, la politique avec les débats, les contestations, les violences parfois qui accompagnèrent l'installation de la démocratie. L'approche choisie minore l'importance de l'histoire sociale et plus encore de l'économie ; le récit de la conquête coloniale apparaît assez rapide. L'analyse culturelle occupe une juste place ; cependant, même si les Ballets russes, Marinetti ou Mucha sont mentionnés au passage, on peut regretter l'absence d'un développement sur Paris capitale internationale des arts.

Si le lecteur accepte la prépondérance de l'analyse politique, il a entre les mains un maître livre qui s'impose par ses nombreuses qualités. Les événements inspirent un récit riche et nuancé. Une place importante est réservée aux idéologies, aux symboles, à des sujets particuliers comme l'éloquence et la mémoire des grands faits. L'auteur introduit les questionnements les plus actuels tels que la culture de guerre et les phénomènes de brutalisation. Chemin faisant, il cite les travaux importants qui ont marqué le phénomène étudié, ainsi, à propos de l'Affaire Dreyfus, Eugen Weber, Jacques Prévotat, Victor Nguyen. On observe que précisément sur l'Affaire Dreyfus dont Vincent Duclert est un spécialiste l'apport se révèle considérable.

Vincent Duclert a retenu une iconographie somptueuse qui apparente son œuvre à un livre d'art. Les images ne sont pas disposées pour le décor et se trouvent toujours accompagnées d'un précieux texte explicatif. On retiendra comme type du lien étroit pouvant être établi entre art et histoire le billant commentaire inspiré par le *Bal du Moulin de la Galette* de Renoir (p. 133-135). Sur un plan plus général on peut aussi citer comme exemple de réussite analytique les trois portraits de Félix Fénéon (p. 358-359). Les cartes qui, par leurs couleurs, évoquent un peu le climat de l'époque sont excellentes. Les nombreux textes sont bien sélectionnés. L'ultime rubrique, intitulée « L'atelier de l'historien », constitue une bonne rétrospective historiographique et un utile discours de la méthode. Chronologie, notices biographiques, index, bibliographie nourrie complètent l'ouvrage.

Vincent Duclert qui écrit au passé établit ainsi une réelle distanciation avec l'objet de son étude, mais, par l'ampleur de sa culture, ses interrogations et sa méthode, il propose un livre très actuel et moderne au meilleur sens du terme.

Ralph Schor

Fouilleron (Thomas), ***Histoire de Monaco,*** Direction de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, Monaco, 2010, 360 pages.

Thomas Fouilleron, professeur d'histoire, détaché aux archives du palais princier, auteur d'une thèse sur *Les Grimaldi, des Lumières au printemps des peuples*, se trouvait particulièrement bien placé pour écrire une histoire de la Principauté. Il s'agit d'un manuel

unique destiné à toutes les classes de l'enseignement secondaire. Aussi mesure-t-on la difficulté consistant à offrir un ouvrage pouvant être utilisé à tous les niveaux, de la sixième à la terminale. L'auteur a résolu le problème avec bonheur. Il propose d'abord, comme fondement de son analyse, un récit relativement concis, très clair, bien articulé, conduisant de la préhistoire à l'avènement du prince Albert II. Ce texte est intelligible à tous les niveaux d'enseignement. Le récit de base est enrichi par une masse de documents, textes, tableaux, gravures, caricatures, photographies, plans, statistiques… Des dossiers thématiques complètent la plupart des chapitres, par exemple sur la vie dans un château au moyen-âge (Roquebrune), les fortifications de Monaco, la population à Monaco à l'Epoque moderne, Monaco vu par les voyageurs au XVIII° siècle, l'économie mentonnaise au début du XIX° siècle, Albert Ier et l'Affaire Dreyfus… Le nombre, la diversité, la qualité de ces documents sont exceptionnels. On lira même un jugement de Karl Marx sur Monaco. De la sorte, l'étude peut être approfondie à des degrés variés. Les grands élèves et les étudiants pousseront très loin leur analyse. Les professeurs adeptes de la pédagogie active auront la faculté de proposer une foule de sujets de recherche. Une bibliographie de nature universitaire aide à atteindre cet objectif.

Sur le fond, l'étude apparaît très complète. Thomas Fouilleron montre bien les étapes de l'affirmation de la souveraineté monégasque à travers les luttes des guelfes, parti des Grimaldi, et des gibelins, les guerres et les assassinats du XVI° siècle, l'accession au titre princier en 1612, les ambitions rivales des grandes puissances autour du rocher, l'annexion à la France de 1793 à 1814, la sécession de Menton et Roquebrune en 1848, . Le XIX° et le XX° siècles inspirent des chapitres particulièrement nourris avec la naissance du tourisme aristocratique, le rôle phare d'Albert Ier, les guerres mondiales, le long règne de Rainier III. L'un des grands mérites de l'auteur est de n'avoir éludé aucun des sujets réputés délicats comme les problèmes de succession au sein de la famille princière, les relations du gouvernement monégasque avec les Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale, la question sociale au XX° siècle, la lenteur de la démocratisation politique.

Cet ouvrage est d'abord un manuel destiné à l'enseignement, mais, par ses nombreuses qualités et le soin apporté à l'iconographie qui l'apparente à un « beau livre », il devrait intéresser un large public curieux de connaître le passé de Monaco étudié de manière scientifique.

Ralph Schor

Pugi (Renée), ***Des collines à la mer 2000 ans d'Histoire Vallauris-Golfe Juan,*** Serre, Nice, 2011, 167 pages, préface d'Alain Gumiel

Il y avait quelque temps que les éditions niçoises Serre n'avaient édité de monographies communales alors que leur catalogue est déjà riche de nombreuses études sur les histoires des communautés des deux rives du Var. Ce qui montre – s'il en était besoin – qu'il n'a pas fallu attendre tel éditeur parisien ou tourangeau pour enrichir notre connaissance de l'histoire régionale. On ne peut qu'ainsi se féliciter de la parution de ce volume consacré sur la longue histoire (de la préhistoire à l'époque contemporaine) de la « cité des potiers » située au cœur du triangle entre Grasse, Cannes et Antibes. Renée Pugi, très impliquée dans la vie associative culturelle vallaurienne, longtemps édile au service de ses concitoyens et actuellement déléguée au patrimoine, s'est battue inlassablement pour la conservation et la réhabilitation des traces patrimoniales et mémorielles de la cité de Provence orientale. On lui doit entre autres, la commémoration de l'acte d'habitation de 1501 ou le classement en 2003 du retable de la chapelle de la Miséricorde

Reposant sur une exploitation méthodique des archives communales et des archives privées et sur une bibliographie bien sélectionnée, le volume retrace dans une première partie l'histoire de cette possession féodale lérinienne jusqu'au développement de l'industrie de la poterie culinaire puis de la céramique d'art qui en fait sa renommée en Europe. La toponymie, le patrimoine religieux ou la sociabilité sont mis en lumière parfois avec un recours heureux à la langue provençale. Avec la seconde partie, l'auteure offre une chronique chaleureuse et vivante de la cité reprise d'articles publiés dans la presse locale, mais sur des sujets souvent inédits; on retiendra particulièrement l'analyse des ex-votos marins du sanctuaire de Notre Dame des Graces, l'origine des noms de lieux ou l'histoire de la coopérative de production agricole Le *Nérolium*, apport original à l'histoire de l'économie sociale de notre département.

L'ouvrage constitue ainsi une sympathique contribution à la connaissance « de la petite patrie » de la colline romaine des Encourdoules au quartier maritime de Golfe-Juan. Tous les Vallauriens de souche et de cœur, tous les amateurs d'histoire régionale, mais aussi les adeptes d'un tourisme culturel curieux de découvrir un passé différent de leurs propres racines, se doivent d'enrichir leur bibliothèque de ce volume à l'iconographie soignée en noir et blanc et en couleurs du maître Picasso, hôte de la cité, à l'enfant du pays Honoré Camos.

Olivier Vernier

Froeschlé (Michel)*, *La Troisième République au village. Une vie du docteur Belletrud (1856-1934) Maire de Cabris, conseiller général des Alpes-Maritimes, Serre, Nice, 2011, 281 pages, préface du professeur André Nouschi

Le genre biographique n'est pas des plus aisés ni des plus fréquents en histoire régionale encore plus dans le domaine du politique : il faut savoir choisir l'homme (ou trop récemment) la femme qui fut jadis ou naguère au premier plan de la scène publique mais que les aléas de l'histoire n'ont souvent rangé qu'au plan de la toponymie urbaine en leur accordant qui, aux plus « fortunés » un majestueux boulevard de ceinture ou une place centrale mais pour d'autres, une plaque effacée ou même une impasse témoignant des avatars de la reconnaissance publique car comme l'a écrit : Jean-Claude Bouvier « Les noms de la rue disent la ville ». Mais il faut choisir un personnage emblématique de son époque et de son milieu tout en ne sombrant pas dans l'hagiographie comme celle d'un Robert Reboul (*Biographie et bibliographie de l'arrondissement de Grasse*, 1887). Ce qui peut expliquer que depuis la publication de la thèse de Dominique Olivesi et de l'essai de Robert Charvin sur le dirigeant communiste Virgile Barel, aucun travail d'ampleur n'ait été proposé aux lecteurs de notre département (et d'ailleurs) sur un élu azuréen. Aussi, on ne peut que saluer l'opus de Michel Froeschlé qui sait allier sa formation rigoureuse de scientifique puis qu'il fut pendant de nombreuses années astronome à l'Observatoire de la Côte d'Azur et notre collègue, en qualité de chargé de cours à l'Université de Nice Sophia Antipolis et son amour et sa connaissance de l'histoire régionale qu'il partage avec son épouse Marie-Hélène Froeschlé-Chopard, directrice honoraire de recherches au CNRS. Ils animent d'ailleurs avec passion communicative la dynamique association « Histoire et Culture en Pays de Haute-Siagne ».

L'intérêt premier de la solide étude est de contextualiser la biographie d'un acteur majeur de la vie politique sur la rive droite entre les deux guerres et certainement dans ces terres de la Provence orientale aussi important que le fut en son temps le docteur Fortuné Maure (1796-1880), qui présida aux destinées des conseils généraux du Var et des Alpes-Maritimes. Contre-exemple de ce que Jacques Léonard appella « La médecine entre les savoirs et les pouvoirs » puisqu'il servit la science de la médecine mentale en qualité de directeur de l'asile varois de Pierrefeu et non se servit de la science, la figure tutélaire du docteur Belletrud «viscéralement républicain» et ancré dans une gauche modérée méritait

d'être campée. Dans ce domaine, tout chercheur doit dépouiller des sources parfois ingrates que sont les papiers publics (dont les austères délibérations des collectivités), c'est avec constance que Michel Froeschlé a consulté aussi bien les fonds de la Bibliothèque Nationale (fonds maçonnique), des archives départementales des Alpes-Maritimes, du Var ainsi que des fonds communaux et des fonds privés dont les riches fonds du Canal Belletrud. Il aussi utilisé avec profit les documents des archives privées de la famille et a su établir une bibliographie exhaustive notamment des œuvres du médecin cabrien. L'auteur campe ainsi avec un appareil critique adéquat en quatre parties l'itinéraire intellectuel et politique du médecin, exemple significatif de la méritocratie républicaine. On retiendra en particulier la deuxième consacrée au « maire de Cabris » de 1911 à 1934 et au-delà à une belle illustration de la République au village chère à Maurice Agulhon. Mais Michel Belletrud mène un combat inlassable et permet enfin et c'est son « grand œuvre » l'arrivée de l'eau dans les villages de son canton de Saint-Vallier grâce au canal qui porte son nom, il accompagne ainsi la mutation de ces terres provençales encore rurales, objet de la quatrième partie.

Au total, ce n'est pas trop modestement « une vie » mais bien « les vies » professionnelle, associative et édilitaire que l'ouvrage unissant la science à l'humain non sans humour tels en témoignent les dessins de Khristian, offre aux lecteurs. Il constitue une contribution novatrice à l'histoire du personnel politique quelque peu encore méconnu que sont les conseillers généraux hormis lors de la formation du département en 1860 sous la plume récente d'Henri Courrière. Espérons que ce modèle à l'iconographie diversifiée incite à la rédaction d'autres biographies aussi édifiantes et que la prosopographie politique des Alpes-Maritimes s'enrichisse ainsi de nouvelles approches.

Olivier Vernier

Raviola (Alice Raviola), (a cura di)*, Lo spazio sabaudo. Intersezioni, frontiere e confini in età moderna*, FrancoAngeli, Milano, 2007, 391 p.

La frontière délimitée par des diplomates attentifs aux réalités fiscales, judiciaires et militaires est aussi un espace vécu au jour le jour par les voyageurs, les pèlerins, les paysans et les bergers. Son tracé à l'époque moderne échappe aux seules classifications administratives puisque le territoire qu'elles définissent résiste sur ses confins au principe des Valois de France *Cujus regio, Ejus religio* avant que les progrès de la statistique et de la cartographie ne soient mis au service du critère de distinction linguistique à l'intérieur d'une même unité territoriale comme le département des Alpes-Maritimes, voire ethnographique à propos des ramoneurs Savoyards[1]. Longtemps moins systématique la Maison de Savoie s'attacha néanmoins à négocier avec le comté de Nice et la République de Gênes les enclaves de Villefranche et Oneglia nécessaires aux manœuvres de sa marine de guerre comme à l'approvisionnement du Piémont en marchandises dont son acharnement à maintenir les voies de communications jusqu'à Tende et au travers des Langhe pour relier Cuneo et Alba témoigne.

Au lendemain du traité d'Utrecht la plaine padane était un véritable puzzle où s'entrelaçaient fiefs impériaux et suffragants du Saint-Siège sous la domination duc de Mantoue que les cartographes avaient pourtant commencé à baliser dès l'*Atlante* d'Antonio Magini en 1620. A tel point que le général Eugène de Savoie avait sommé en 1706 en ces termes Parme et Plaisance : « *Ai noti sacerdoti il signor luogotenente colonnello pùo dire alla corte che se non sborsano subito il denaro io mi rifaro in altra maniera tre volte tanto* ». Par ailleurs en 1726 une alliance matrimoniale fut entrevue entre le duc de Guastalla Antonio

[1] Hervé Le Bras, Emmanuel Todd, *L'invention de la France. Atlas anthropologique et politique*, Paris, 1980, 512 p.

Ferdinando Gonzaghe et Filippina d'Assia Rheinfels la jeune nièce de Charles-Emmanuel II[2]. En décembre 1627 la mort sans héritier direct du duc de Mantoue suzerain du Montferrat Vincent Gonzague ouvrit une période de succession houleuse. Suivant la logique des alliances matrimoniales s'opposèrent les prétentions du gouvernement de Louis XIII à la Savoie, et aux Habsbourg de Vienne et de Madrid. Conformément aux vœux de Richelieu les Français s'installèrent solidement à Casale en 1629, puis à Pinerolo en 1630 porte de la plaine padane et imposèrent ainsi définitivement par une démonstration de force leur vassal, le prince de la Maison des Gonzague Charles de Nevers. Cette guerre laissa le marquisat de Montferrat ruiné et la puissance de son patriciat émoussé d'autant plus qu'une nouvelle incursion des Espagnols venue de la Lombardie voisine en mai 1630 fut sanctionnée par le traité de Cherasco qui donna Alba et une soixantaine de communautés limitrophes au duc de Savoie Victor-Amédée 1er [3]. Son successeur Louis XIV soutint en 1656 la fondation d'une mission jésuite dépendant du collège d'Embrun à Fenestrelle et donna l'argent nécessaire pour construire à Pinerolo un collège de la compagnie qui poursuivit son activité jusqu'en 1729. Le traité d'Utrecht permit à Victor Amédée II d'étendre le mode d'administration provincial au Montferrat, accru des cités d'Alessandria et Valenza, ainsi qu'à la Lomellina et la Valsesia détachés de la Lombardie. Sous Charles-Emmanuel III la paix d'Aix-La-Chapelle de 1748 qui lui attribua les régions de Voghera, Vigevano, Alto-Novarese, repoussa au fleuve Tessin la frontière avec le duché de Milan, étendant encore la circonscription provinciale[4]. Cette zone de confins attendit cependant les éclaircissements de Charles-Albert dont un manifeste de 1844 constatait « *Il valore abusivo e commerciale della Lira di Milano, il quale presenta per sua natura continue oscillazioni, sembra quasi prevalere al valore legale di quella moneta* », puis d'après un décret d'avril 1848 : « *Ritenuto che pel nuovo ordine di cose stabilito cessa presso i magistrati d'appello l'ingerenza che era ad essi affidata riguardo alle concessioni dell'Exequateur alle Provvisioni di Roma, e delle dispense dal disposto del paragrafo Collegiis delle antiche Costituzioni di Milano* ». Le traité d'Utrecht du 11 avril 1713 sanctionna le principe de la frontière naturelle en vertu duquel Victor-Amédée II céda Barcelonnette à la France et acquit le titre de roi de Sicile ce qui donna lieu à Turin à la célébration de nombreuses fêtes tant paraissait prometteuse la possession de cette île convoitée pour sa richesse céréalière : *« Sorgeva in forma perfettamente triangolare, e fù scelta con consiglio tal figura, si in riguarda alla Figura Geografica della Sicila, che è triangolare, si in riguardo a' tre Stati principali di S.M., cioè di quà, e di là dall'Alpi, ed Oltre Mare, che sono Piemonte, Savoia e Sicilia. Dove ritrovar Egli Reame paragonabile à quel Gran Popolo, ristretto all'ora del Mondo, fu esso solo, fu la Sicila, il Granajo, il Giardino, l'Emporio : munitissimo Arsenale, io dovea ancor dire, dell'impero Romano. Che se à tempi di Arcadio (cui recarono i messinesi per la difesa di Tessalonica poderossimi ajuti) onorata da quell'imperatore Messina, come Costantinopoli dell'Italia ; non meno Palermo, nella nobiltà, e splendizza de' Sacri, Religiosi e specialmente nella immensità inestimabile Romana (per nulla dire di que' massimi privilegj), de'quali per il merito de suoi Rè, dalla Santa Sede fu cotanto arricchità la celebre Monarchia) meritamente vien detta la Roma della Sicilia* »[5]. Après bien des tergiversations de la part des Anglais et de l'Espagne c'est la Sardaigne qui finalement revint aux Savoie en 1720 et l'administration piémontaise dû pour

---

[2] Eugenio Bartoli, « Italia dinastica nella prima prima metà del Settecento : possibili matrimoni sovrani tra Torino e Guastalla », dans *Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino*, 2008, I, pp. 121-160.

[3] Blythe Alice Raviola, *Il Montferrato gonzaghesco. Istituzioni ed elites di un micro-Stato (1536-1708*), Firenze, 2003, pp. 260-265.

[4] Henri Costamagna, « Pour une histoire de l' « *intendenza* » dans les Etats de terre-ferme de la Maison de Savoie à l'époque moderne », dans *Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino*, 1985, II, pp. 378-379.

[5] Pietro Giovanni Zapatta, *Compendioso ragguaglio delle solenni feste celebrate nella città di Torino nel raddopiato giubilo per la dichiarazione della pace, e della esaltazione del Reale sovrano Vittorio Amedeo al trono della Sici*lia, Torino, 1713.

éviter une dérive comparable à celle des *Gattopardi* s'associer la noblesse d'extraction espagnole[6] par l'extension en 1771 du *Regolamento dei pubblici* préparé initialement pour le Piémont en 1733 instituant ainsi les syndics et les conseil communaux. La tentative d'institutionnalisation de la féodalité ne réussit pourtant pas à résorber la violence paysanne puisque le problème restait celui de l'appropriation collective des moyens de subsistance. Tandis qu'en Sardaigne les administrations espagnole puis piémontaise poussaient à l'abandon des pratiques collectives de gestion de la terre, la publication en avril 1823 d'un édit afin d'enclore et de limiter la dispersion pastorale qui quoique nourricière était peu rentable du point de vue alors seulement mercantile d'une fiscalité sans quotité fut appliquée à Nuoro[7] où l'existence tenace de bandes vivant sur l'habitant après la Restauration et jusqu'au-delà de l'unification italienne conduisit les autorités à circonscrire le phénomène à une forme de déspécification raciale des Sardes.

Aujourd'hui la liaison routière entre Lyon et Turin par le tunnel de Fréjus, l'importance internationale de l'aéroport de Milan et la rénovation de l'autoroute de Turin à Savone placent l'ancienne capitale devant un difficile dilemme entre le respect de sa vocation longtemps lotharingienne et son engagement dans la pratique du *connubio* sous l'impulsion de Camillo Cavour. Il faut ainsi s'engager dans le débat mettant en cause l'opposition entre la nation politique et la nation culture. : « *Ben sento anch'io, quanto era grave l'offesa, di attribuire e lingua, e mano, e l'intelletto, a chi (per essersi interamente scordato d'aver avuto questi tre doni dalla natura) credeva impossibile quasi, che altri fosse per riacquistarli giammai* »[8].

Thierry Couzin

Barbero (Alessandro), ***Storia del Piemonte. Dalla preistoria alla globalizzazione***, Einaudi, Torino, 2008, 327 p.

Si présence de l'Homme est attestée en Piémont depuis 200 000 avant notre ère le substrat profond de l'ensemencement des *Taurini* au nord du Pô limité par le Tessin et les contreforts alpins et des celto-ligures situé le long des versants sud des Alpes et des Apennins date des environs de 800 av. J.C., et lors du passage des Alpes par Hannibal et par la suite avec les invasions gauloises s'est graduellement affirmée l'occupation romaine tout ensemble militaire et urbaine avec la fondation d'*oppida* à Tortona puis à Chieri et Vercelli prenant peu à peu souche jusqu'à ce que l'érection du Trophée d'Auguste à La Turbie en 6 av. J.C. ne commence à en étendre un droit de cité latin irrigué par la voie Emilienne prolongement de *via Julia Augusta* qui assuraient la communication entre l'Orient et l'occident par le biais de la *via Postuma* qui conduisait par la Vénétie jusqu'au rives de l'Adriatique. Auguste fut aussi le fondateur de Turin et Aoste et d'une sûre inflexion avec le soutien d'évergètes pour les ouvrages à usages principalement aqueducs et thermes. Sur les lieux d'implantations des cultes romains dans les *villae* se propagea le christianisme et si c'est à Acqui en 401 et 432 qu'eurent lieu les lapidations les plus reculées le déplacement de la capitale par Théodose à Milan siège de l'épiscopat d'Ambroise en 396 la fondation du diocèse de Vercelli par Eusèbe en 350 et de celui de Gênes pour San Siro dont les reliques en 985 servirent à la transmission

---

[6] Stefano Pira, « L'isola sconosciuta : il difficile incontro con la Sardegna dei viceré sabaudi dal barone di Saint Remy a Carlo Felice », dans *Governare un regno. Viceré, apparati burocratici e società nella Sardegna del Settecento*, Pierpaolo Merlin (a cura di), Roma, 2005, pp. 158-159.

[7] Isabella Zedda Maccio, « Paesaggio agrario e controllo della proprietà fondiaria nella Sardegna dell'Ottocento : il contributo della cartografia », dans *Ombre e luci della Restaurazione. Trasformazioni e continuità istitituzionali nei territori del Regno di Sardegna*, Convegno, Roma, 1997, pp. 453-454.

[8] Vittorio Alfieri, *Bruto secondo*, dans *Tragedie*, Bruno Maier (ed), Milano, 1999, p. 537.

des circonscriptions provinciales[9]. En 376 les Goths furent autorisés par l'empereur à passer le Danube et si les Ostrogoths membres de l'armée romaine se soulevèrent en 476 derrière Odoacre qui incendia Pavie ils durent subirent avec l'appui de Constantinople l'assaut Ostrogoths en 492 de Théodoric. Le débarquement de Bélisaire en 535 par décision de Justinien ne réussit cependant pas en enrayer les invasions lombardes par le Val de Suse et la Vallée d'Aoste qui laissa cette aire entre germanité et latinité[10] pour le moins jusqu'à l'adoption des institutions carolingiennes, *curtes*, *pievi*, *vici* qui renouèrent dès le couronnement de Charlemagne en l'an 800 avec la notion d'Empire. Par la suite en 962 Othon réunira dans l'Empire les couronnes de Lotharingie, de Germanie, d'Italie et de Bourgogne. Or l'année 1250 fut celle de la mort de la mort de Frédéric II dont la *renovatio* avait porté l'Empire à la hauteur de l'idée d'Empire jusqu'à Aurélien le dernier avec le maintien de la capitale à Rome à pouvoir se prémunir de la lignée centraliste transmise par Jules César à l'*imperator* Auguste dont le titre de *princeps* s'accompagna de celui de *primo del Senato* et de *primo fra tutti i cittadini*[11]. Les razzias des Hongrois en 899 et 954 et des Sarrasins en 921 et 972 provoquèrent l'édification de forteresses et la formation des marquisats. Le mouvement communal naquit en 1162 à Asti de l'institution de la représentation consulaire puis à Chieri et ailleurs en se jouant de proche en proche des querelles non seulement sur le quorum mais sur les privilèges concédés ainsi celui de l'investiture à Ivrea en 1210. Frédéric Barberousse intervint alors en 1174 pour soutenir les entités suffragantes de la Papauté mais dû s'opposer à la farouche résistances des communes liée en Ligue non sans provoquer l'exil de Guglielmo de Montferrat en Terre sainte où il pu épouser la sœur et héritière du roi de Jérusalem en 1177 et son frère Ranieri le fille du *basileus* Manuel Commenes. Né du morcellement un *contado* propre apparut d'abord avec le *Codex Astensis* puis le *Biscioni* de Vercelli. L'expérience *a popolo* apparue à Gênes en 1261 avant l'apparition en Piémont même de la *societas* d'Asti en 1273. En somme l'inféodation vint de l'expansion des Visconti de Milan jusqu'en 1331 et des Savoie au bénéfice de la création de l'apanage d'Achaie dans les possessions issues de la croisade, du Montferrat, du marquisat de Saluzzo et d'Ivrea jusqu'en 1334. La peste de 1348 dont la propagation se poursuivit jusqu'en 1401 décima un tiers des habitants n'empêcha pas la quête du débouché Méditerranéen de Nice sanctionné par la dédition de 1388 avec ses deux passage Alpins du haut-Var tenu par les Grimaldi de Beuil et de la haute vallée de la Roya tenu par les Lascaris et de voies navigables entériné en 1412 par la dédition des communautés du Val d'Ossola du Simplon au lac Majeur[12]. Après avoir été élevé au titre de duc par l'empereur Sigismond en 1416, Amédée VIII institua le *Consilium cum domino residens* avant d'être élu Pape en 1439 au concile de Bâle parce que issu d'une Maison « ayant un pied dans l'Italie et l'autre dans les Gaules »[13] pour contrer le pontificat du Vénitien Eugène IV qui bénéficiait de la légitimité du concile de Florence réunit la même année en quête d'union avec les églises d'Orient. C'était qu'il s'agissait de choisir l'usage de la tradition du pouvoir pourvoyeur de légitimité entre les modèles Ottonien et Byzantin fondés sur un rapport différent entre le sacré et le profane. Le dernier mot devait ainsi revenir à l'Eglise romaine. Le 28 février 1450 un bref de la chancellerie pontificale validait l'acte de vente par lequel le duc de Savoie Amédée VIII était devenu devenait Pape sous le nom de Félix V[14]. L'expérience

---

[9] Jean-Charles Picard, *Le souvenir des évêques. Sépultures, listes des épiscopales et les listes des évêques en Italie du Nord des origines au Xème siècle*, Rome, 1988, pp. 601-603

[10] Giuseppe Sergi, *L'idée de Moyen Age. Entre sens commun et pratique historique*, Paris, 2000, pp. 27-31

[11] Ruggiero Romano, « L'idea d'impero : da Roma Carlo Quint » dans Id. *Europa e altri saggi di storia*, Roma, 1996, pp. 23 et 27-28

[12] Francesco Cognasso, « Amedeo VIII », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, 1960, 2, 8 p.

[13] Jacques Lovie, « Les ducs de Savoie », dans *L'Histoire en Savoie*, 1998, pp. 1-5

[14] *Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manisfesti ecc. pubblicati dall'1681 fino agli 8 dicembre 1798 sotto il felicissimo Dominio della R. Casa di Savoia per servire di continuazione a quella del senatore Borelli*, Torino, 1818, Vol. I, Livre II, Tit XII., Archives départementales des Alpes-Maritimes.

tourna court et à la mort d'Eugène IV par une bulle du 10 janvier 1451 le Pape Nicolas V auquel il avait remis sa démission lui accorda non seulement l'indulgence ainsi qu'aux membres de son illustre famille mais le fruit des bénéfices ecclésiastiques en son domaine au cours de sa vie et la légation pour la Suisse et la Savoie[15]. En 1480 le percement du Viso qui détermina la construction du tunnel de la Traversette mit en relation le Queyras avec la haute vallée du Pô et ouvrit à la France une porte du Dauphiné au marquisat de Saluzzo[16] par laquelle s'engouffrèrent les armées depuis la descente péninsulaire de Charles VIII en 1494 jusqu'à la signature du traité d'Utrecht en 1713 qui posa les prémices de la notion de frontière avec une série de cartes d'abord celle coordonnée par les ingénieurs Audibert et Negri concernant les limites avec la France en 1717 puis à l'occasion du traité de Turin de 1760 une carte géométrique de la délimitation avec la France en 14 feuilles et un tableau d'assemblage d'une carte des Alpes depuis l'Isère jusqu'à la Méditerranée[17]. Les titulatures des Constitutions Royales de Victor-Amédée II en 1723 et Charles-Emmanuel III en 1770 permettent de suivre l'extension des possessions du roi et ainsi en 1770 on peut observer l'adjonction des titres de *Duca di Piacenza* et de *Conte di Novara, Tortona, Vigevano e Bobbio* abrégé par *ecc. ecc. ecc.*[18] c'est-à-dire de la formule « *Principe e vicario perpetuo del Sacro romano impero in Italia* » que Charles-Albert supprima en 1837[19] et en 1847 celle de *Duca di Genova* et de *Marchese di Savona*[20]. « Je quittais un pays dont le progrès avait trouvé de graves obstacles dans les erreurs du passé et dont la situation malheureuse et peu digne de la civilisation moderne était due à l'ignorance où étaient les gouvernants et les choses de la Sardaigne, à la négligence qu'on portait dans les affaires d'un pays éloigné du siège du pouvoir central et à quelques autres causes encore qu'il est inutile d'énoncer. A peine arrivé à Nice, je ne tardai pas à reconnaître, que, de même qu'en Sardaigne, des fautes graves avaient été commises par le passé et qu'il faudrait de puissans moyens pour appeler cette province à une nouvelle vie»[21]. Elu député d'Utelle en 1850 Théodore Santa-Rosa lui-même, en cure à Aix-les-Bains puis au cours d'un déplacement à Genève, porta son regard sur la confédération helvétique en 1853 dans laquelle la ligue des sept cantons catholiques avait aboutit en 1845 à la création du Sonderbund qui provoqua l'ouverture des hostilités en novembre 1847 et la mutation de la Suisse en un Etat fédéral au début de l'année 1848 et ce dit-il en 1853 en l'absence de l'exploitation des mines d'or de la Californie[22]. Le référendum sur l'annexion de Nice à la France donna les résultats de 4 779 abstentions, 25 743 oui, 160 non, qui furent entérinés le 31 décembre 1860[23]. Le Piémont s'industrialisa et si la création de la *Camera del Lavoro* en 1891 en fut un marqueur l'essor de la métallurgie à Turin et du textile de Biella s'accru considérablement lors du 1er conflit mondial comme chez FIAT qui passa de 4 000 à 40 000 ouvriers à la conscience sociale suffisamment acérée pour provoquer en 1918 une

---

[15] Ibid

[16] Christophe Gauchon, « Des réalisations méconnues : les plus anciens tunnels des Alpes », dans *Frontières*, Christian Desplat (dir.), Paris, 2002, pp. 269 et 276

[17] Alain Bottaro, *Les sources de l'histoire du comté de Nice à l'Archivio di Stato de Turin. L'Ancien Régime (1388-1792)*, Nice, 2008, *op. cit.*, p. 344-345

[18] *Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifest ecc. pubblicati dall'1681 fino agli 8 dicembre 1798 sotto il felicissimo Dominio della R. Casa di Savoia per servire di continuazione a quella del senatore Borelli*, op. cit. Vol. I., pp. 2 et 9, Archives départementales des Alpes-Maritimes

[19] Aldo A. Mola, « Carlo Alberto di Savoia Carignano da conte dell'iImpero napoleonico alla rinuncia al titolo del Vicario del Sacro romano imperatore in Italia », dans *Bagliori d'Europa. Sanremo e Napoleone nel bicentenario dell'annessione all'Impero (1805-2005)*, Ventimiglia, 2005, pp. 89-102

[20] Trattato di commercio e navigazione 3 luglio 1847, dans *Raccolta degli Atti del Governo di S.M. il Re di Sardegna*, Archives départementales des Alpes-Maritimes, Fonds sarde

[21] Théodore Santa-Rosa, *Les compensations ou le passé et l'avenir de la province de Nice*, Nice, 1852, p. 2

[22] Jean-Bernard Lacroix, « La correspondance de Teodoro di Santa Rosa à Auguste Carlone. 1er Partie. 1850-1853. Le député d'Utelle », dans *Recherches Régionales*, 2009, 194, p. 20

[23] Michel Bourrier, « Nice et Napoléon III », dans *Recherches Régionales*, 2010, 196, p. 78

grève générale qui aboutit à un vote socialiste écrasant aux élections de 1919 puis une Résistance des partisans contre Mussolini particulièrement âpre et notamment depuis Cuneo. L'immigration en Piémont dans la décennie qui précéda 1969 atteignit 800 000 personnes dont un quart de Vénitiens et un quart venus des Pouilles et de Sicile, et une croissance exponentielle d'Albanais et de Marocains de 39 000 en 1993 à 107 000 en l'an 2000 et atteignit 231 000 en 2006. *Torino non amata* ?

Thierry Couzin